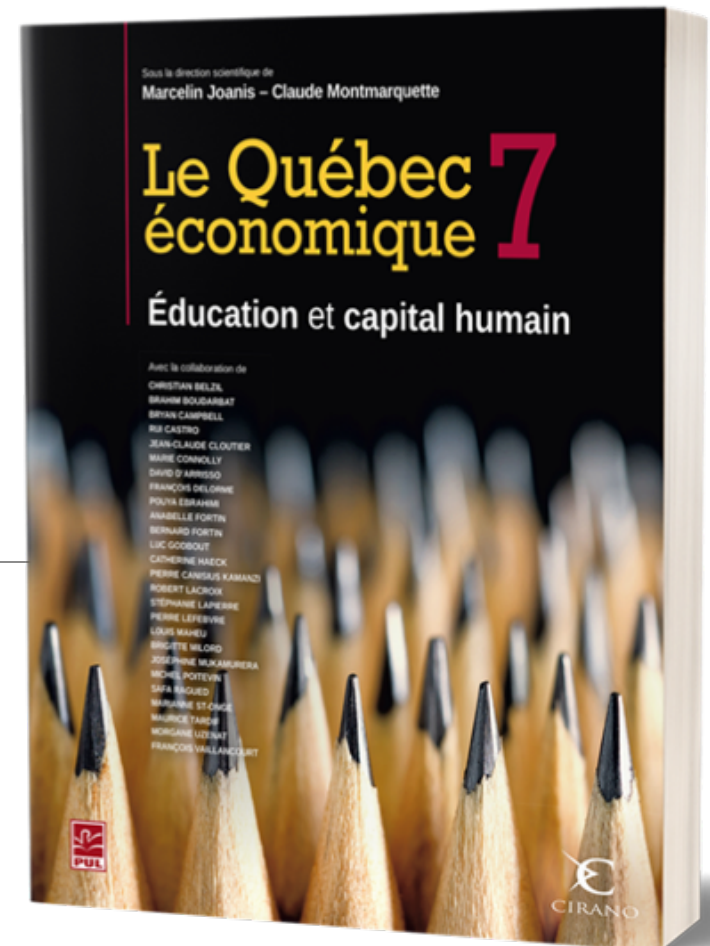


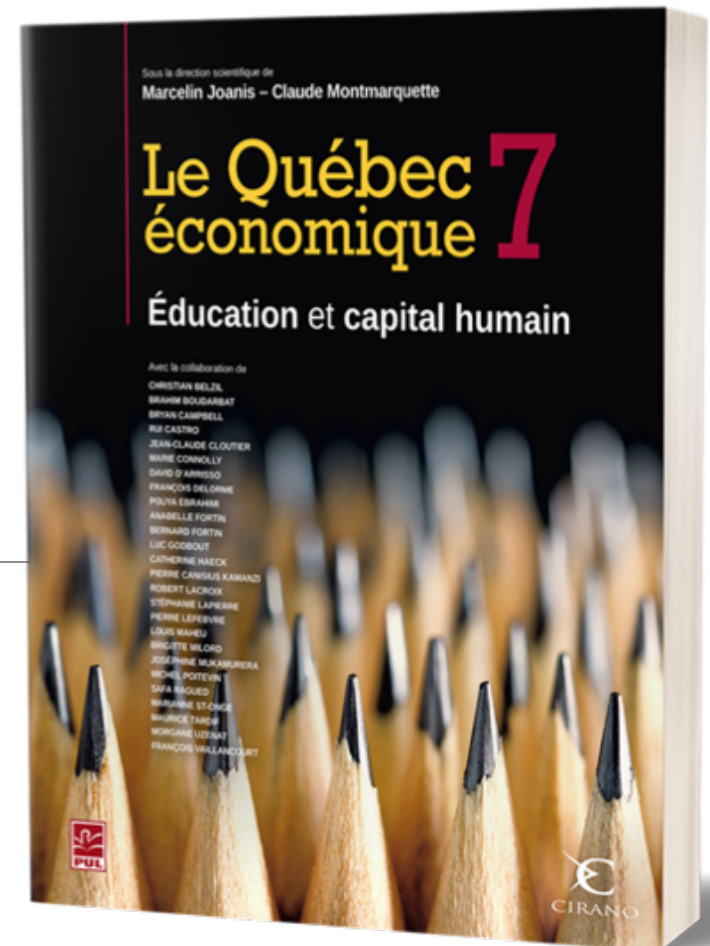
Atelier 1 Portrait de l'éducation au Québec



Portrait de la formation générale des jeunes (FGJ)

David d'Arrisso

Université de Montréal



La formation générale des jeunes, un portrait

LA FGJ, QUID?

La formation générale des jeunes (FGJ) au Québec comprend l'éducation préscolaire, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire.

Elle constitue les assises du système éducatif, où plus d'un million d'élèves vivent leur scolarité obligatoire.

UN PORTRAIT?

Le portrait qui suit présente un certain nombre d'indicateurs et, là où cela est possible, quelques comparaisons canadiennes et internationales

Permet de mieux saisir l'état, les particularités et certains défis de la FGJ au Québec

1. Financement
2. Effectif
3. Résultats
4. Défis

Financement

Une part non négligeable des ressources budgétaires du Québec sont attribuées à la FGJ, à quoi servent-elles?

Budget

En 2017-2018...

Les sommes destinées à l'Éducation atteignent **17,9 milliards** de dollars

22,3 % du budget de dépenses du Québec

Ces dépenses sont en croissance (+3,7 % entre 2016-2017 et 2017-2018).

Budget de dépenses de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2017-2018

Éducation et Enseignement supérieur	k\$	% des dépenses
Administration	187 758	1,0
Soutien aux organismes	92 751	0,5
Aide financière aux études	824 859	4,6
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	9 940 692	55,6
Enseignement supérieur	5 559 798	31,1
Développement du loisir et du sport	81 756	0,5
Régimes de retraite	1 194 088	6,7
Total	17 881 701	100,0

Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	k\$	% des dépenses
Commissions scolaires	7 873 955	79,2
Commissions scolaires à statut particulier	302 111	3,0
Service de la dette des commissions scolaires	889 114	8,9
Enseignement privé	493 859	5,0
Aide au transport scolaire	351 595	3,5
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	30 058	0,3
Total	9 940 692	100,0

Source : Secrétariat du Conseil du trésor (2017).

Tableau <http://qe.cirano.qc.ca/t/2017-c3-1>

Revenus et dépenses, selon les réseaux (2013-2014)

PUBLIC

Revenus:

- 75,0 % du Gouvernement du Québec
- 16,4 % de la taxe scolaire,
- 0,7 % des droits de scolarité et autres frais
- 7,9 % d'autres sources, principalement la vente de biens et services (MEES, 2016e, p. 115 et 116).

Dépenses

- 48,0 % aux activités d'enseignement et de formation
- 22,1 % aux activités de soutien à l'enseignement et à la formation
- 10,5 % aux services d'appoint (principalement le transport scolaire, les services de garde et les services alimentaires)
- 4,4 % aux activités administratives
- 10,9 % aux biens meubles et immeubles
- 4,1% aux activités connexes (MEES, 2016e, p. 117 et 118)

PRIVÉ

Revenus

- 45,3 % du Gouvernement du Québec
- 28,7 % des droits de scolarité et autres frais
- 25,9 % d'autres sources, (dons, revenus d'entreprises auxiliaires, ententes de scolarisation, vente de biens et services) (MEES, 2016e, p. 115 et 121)

Dépenses

- 42,5 % aux activités d'enseignement et de formation
- 17,3 % aux activités de soutien à l'enseignement et à la formation
- 7,4 % aux services d'appoint (principalement le transport scolaire, les services de garde et les services alimentaires)
- 13,7 % aux activités administratives
- 14,6 % aux biens meubles et immeubles
- 4,4 % aux activités connexes (MEES, 2016e, p. 122 et 123)

Comparaisons internationales (2013-2014)

EFFORT FINANCIER

Dépense globale (% du PIB) pour l'enseignement primaire et secondaire:

- Québec : 3,8%
- Canada : 3,5%
- moyenne OCDE : 3,7 %
- Statistique Canada et CMEC, 2016, p. 57

Dépenses annuelles par élève :

- Québec : 10 213 \$*
- Canada : 10 583 \$
- moyenne OCDE : 9 258 \$
- Statistique Canada et CMEC, 2016, p. 52
- *en dollars US convertis sur la base de la parité du pouvoir d'achat

SALAIRE DES ENSEIGNANTS

	Primaire	Secondaire (1 ^{er} cycle)	Secondaire (2 ^e cycle)
Québec	32 262 - 57 785*	32 262 - 57 785	32 262 - 57 785
Canada	39 492 - 65 511	39 492 - 65 511	39 658 - 65 801
OCDE	31 028 - 51 254	32 485 - 53 557	34 186 - 56 152

Les enseignants québécois mettent 15 ans en moyenne pour passer de l'échelon minimum à l'échelon maximum. Cela est au-dessus de la moyenne canadienne, qui est de 10 ans, mais bien en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, qui est de 25 ans.

Statistique Canada et CMEC, 2016, p. 104 et 105

Établissements et effectifs

Comment les établissements et l'effectif scolaires se distribuent-ils dans la structure du système en FGJ?

Établissements selon les réseaux (2013-2014)

PUBLIC

72 commissions scolaires (60 francophones, 9 anglophones et 3 à statut particulier) organisent les services éducatifs sur le territoire.

Un réseau de **1 738** écoles primaires, **419** écoles secondaires et **193** écoles primaires et secondaires (MEES, 2016e, p.26) offrent les services.

GOUVERNEMENTAL

Une trentaine d'écoles « gouvernementales » (11 primaires, 7 secondaires, 9 primaires-secondaires) (MEES, 2016e, p.26) sont sous la responsabilité du gouvernement fédéral et desservent essentiellement les populations autochtones des réserves.

PRIVÉ

Le réseau scolaire privé québécois comptait **128** écoles primaires, **118** écoles secondaires et **63** écoles primaires et secondaires (MEES, 2016e, p.26).

Plusieurs bénéficient d'un financement gouvernemental (environ 2/3).

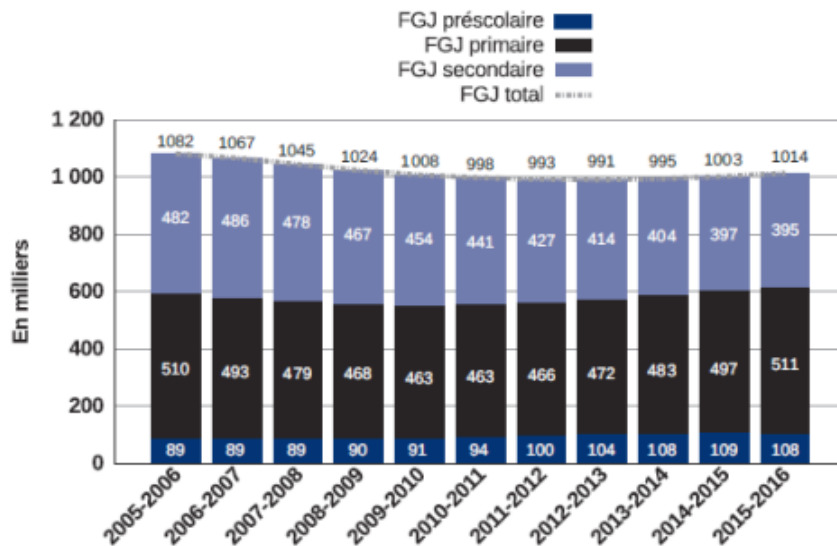
La part du financement public représente près de 50 % des sources de revenus, les écoles recevant 60 % de la subvention qui serait attribuée à l'élève au public.

Une dizaine de ces écoles sont spécialisées en adaptation scolaire (MEES, 2016c, p.19)

Une soixantaine sont qualifiées d'«ethnoreligieuses» ou d'«ethnospécifiques» (Tremblay, 2016).

Effectifs généraux

Évolution de l'effectif en FGJ selon les ordres d'enseignement



Graphique <http://qe.cirano.qc.ca/g/2017-c3-1>

Sources : MEES (2016e, p. 34; 2016a).

Note : Les données pour 2015-2016 sont provisoires.

CONSTATS

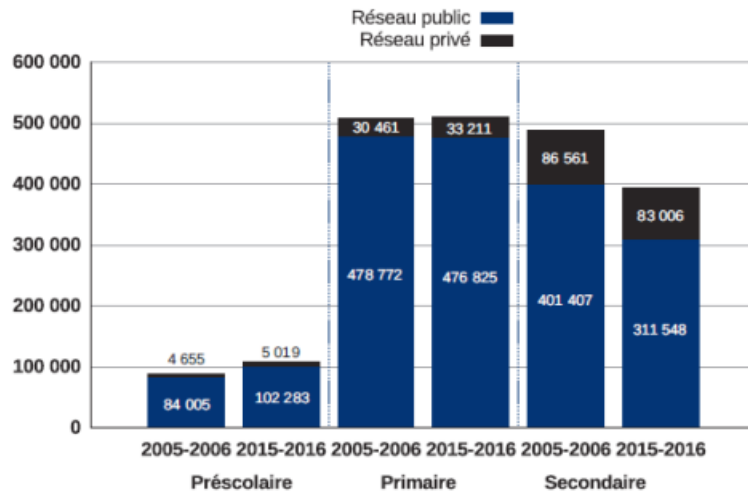
En 2015-2016, le système éducatif québécois dénombrait plus d'un million d'élèves (1 014 168) en FGJ.

Après plusieurs années de décroissance, ce nombre est à la hausse depuis 2013-2014.

- Hausse essentiellement issue d'une **croissance de l'effectif au préscolaire** (en croissance depuis 2005-2006) **et au primaire** (en croissance depuis 2010-2011).
- Au **secondaire, effectif à la baisse depuis 2005-2006**, mais croissance à prévoir dans les années venir.

Effectif selon les réseaux

Évolution de l'effectif scolaire en FGJ entre 2005-2006 et 2015-2016, données empilées selon les réseaux pour les ordres préscolaire, primaire et secondaire



Graphique <http://qe.cirano.qc.ca/g/2017-c3-2>

Sources : MELS (2008, p. 47) et MEES (2016a).

Note : Les données pour 2015-2016 sont provisoires.

CONSTATS

En 2015-2016, le réseau public comptait 890 656 élèves en FGJ. Parmi ces élèves, 102 283 étaient au préscolaire, 476 825 au primaire et 311 548 au secondaire.

De son côté, le réseau privé comptait 121 236 élèves en FGJ (12,5 %), dont 5 019 au préscolaire (4,7 %), 33 211 au primaire (6,5 %) et 83 006 au secondaire (21,0 %).

- Depuis 2005-2006, le taux de fréquentation du privé est en légère croissance au primaire (de 6,0 % à 6,5 %) et en croissance plus marquée au secondaire (de 17,7 % à 21,0 %).
- Différences régionales très marquées.
- Plus haut taux de fréquentation du privé au secondaire au Canada (Frenette et Chan, 2015).
- Débat lancinant sur le financement de l'école privée (Bergeron, 2016).

Résultats

Quels sont les résultats de la FGJ (taux de diplomation, évaluation du rendement des élèves à PISA)?

Taux de diplomation et de qualification

Augmentation depuis la cohorte de 2003 (72,3%), mais celle-ci est liée à l'apparition de nouvelles qualifications (CFMS, CFPT)

Différence entre les sexes, à la faveur des femmes

Différence entre les réseaux, à la faveur du privé

Forte présence des EHDAAs au public

Différence sur le plan de la langue d'enseignement, à la faveur des anglophones

Taux de diplomation et de qualification pour la cohorte de 2008

Taux de diplomation et de qualifications	Cohorte de 2008			
	Après 5 ans	Après 7 ans		
		Total	Total	Hommes
Ensemble du Québec	65,9	78,8	73,8	83,9
Public	60,1	74,9	69,6	80,6
Élèves réguliers	69,0	82,4	n.d.	n.d.
EHDAAs	28,8	48,3	n.d.	n.d.
Privé	87,4	93,3	90,6	95,4
Francophones	65,1	78,4	73,3	83,7
Anglophones	75,5	84,6	80,7	88,6

Tableau <http://qe.cirano.qc.ca/t/2017-c3-3>

Source : MEES (2016d, p. 11 et 18).

Quelques comparaisons...

Taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires tous âges confondus en 2014
(Statistique Canada et CMEC, 2016, p. 38).

- Québec (95 %) Canada (86 %) OCDE (85 %)
- Écart (7 points) entre les hommes (92 %) et les femmes (99 %) était supérieur à celui observé pour la moyenne canadienne (5 points) et pour la moyenne des pays de l'OCDE (5 points).

Proportion de diplômés de moins de 25 ans :

- Québec (82 %) Canada (94 %) OCDE (95 %)

Le taux d'achèvement réussi en 2014 (Statistique Canada et CMEC, 2016, p. 38).

- Québec (62%) Canada (76%)
- Écart de 14 points entre les hommes (55%) et les femmes (69%) au Québec, alors qu'il est de 7 points au Canada (hommes, 73 %, femmes , 80 %)

Décrochage scolaire

L'abandon des études avant l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification

Ampleur du phénomène

- Le décrochage a beaucoup diminué au Québec depuis la fin des années 1970. Il reste toutefois qu'en 2013-2014, la proportion des sortants en FGJ qui ont quitté l'école sans diplôme ou qualification s'élevait à 14,1 %.
- Cette proportion est sensiblement plus élevée chez les **jeunes hommes (17,4 %)** que **chez jeunes femmes (11,0 %)**.
- Si plusieurs jeunes « raccrochent » par la suite, le décrochage demeure une préoccupation majeure pour la société québécoise.

Vulnérabilités

Certains élèves sont plus vulnérables au décrochage scolaire que les autres (MEES, septembre 2016, p. 11):

- D'abord, les **élèves qui ont un retard scolaire** sont parmi les plus susceptibles de décrocher, avec un taux de 40,9%.
- Les élèves **HDAA** présentent également un taux d'abandon beaucoup plus élevé (35,9 %).
- Les élèves **immigrants de première génération** (28,8 %) et les **élèves provenant de milieux défavorisés** (21,1 %) sont aussi plus vulnérables.
- Ce sont cependant les élèves des commissions scolaires à statut particulier qui sont les plus enclins à décrocher (68,4 %). Ces commissions scolaires reçoivent principalement des **élèves des communautés autochtones**.

Rendement des élèves à PISA 2015

Dans les trois domaines visés par le PISA, les élèves québécois réussissent extrêmement bien, tant à l'échelle internationale qu'au regard de la moyenne canadienne.

Les scores moyens des élèves québécois, malgré les gains observés, n'étaient pas significativement différents par rapport aux scores observés dans les années de référence des éditions antérieures.

Des analyses plus poussées devront être faites afin de mieux mesurer l'effet réel du possible biais de non-réponse soulevé par PISA. Il demeure que même avec une correction conservatrice, il est peu probable que les résultats des élèves québécois chutent radicalement.

Scores moyens des élèves du Québec et du Canada obtenus dans le cadre du PISA 2015

Matières	Québec			Canada		
	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles
Sciences	537	541	533	528	528	527
Lecture	532	522	541	527	514	540
Mathématiques	544	550	538	516	520	511

Tableau <http://qe.cirano.qc.ca/t/2017-c3-4>

Source : CMEC (2016).

En **sciences**, les élèves québécois ont obtenu un score (537), significativement plus élevé que le score moyen des élèves canadiens (528). Ils sont parmi les plus performants au monde, derrière les élèves de Singapour (556) et du Japon (538) et, au Canada, derrière les élèves de la Colombie-Britannique (541) et de l'Alberta (539), ces derniers écarts n'étant pas significatifs.

En **lecture**, les élèves québécois ont eu un score moyen de 532, plus élevé que le score moyen des élèves canadiens (527), sans être toutefois significativement différent. Cela les plaçait parmi les plus performants au monde, derrière les élèves de Singapour (535), et, au Canada, derrière les élèves de la Colombie-Britannique (536) et de l'Alberta (533), ces écarts n'étant pas significatifs. **Au Québec comme au Canada, les filles** (541) ont significativement mieux réussi que les garçons (522) dans ce domaine.

En **mathématiques**, les élèves québécois ont eu un score (544) qui était significativement plus élevé que le score moyen des élèves canadiens (516). Cela les plaçait parmi les plus performants au monde, derrière les élèves de Singapour et de Hong Kong. **Au Québec comme au Canada, les garçons** (550) ont obtenu un score moyen significativement plus élevé que les filles (538).

Défis

Quelques phénomènes à surveiller et quelques populations d'élèves jugées « vulnérables ».

Phénomènes à surveiller

INTÉGRATION DES ÉLÈVES HDAA

De 2009-2010 à 2013-2014, le nombre d'élèves HDAA a augmenté de 13,0 %, passant de 169 609 (16,8 % de l'effectif) à 191 749 (19,3 % de l'effectif).

Cette augmentation a été soulevée par plusieurs observateurs (voir, notamment, Conseil supérieur de l'éducation, 2016 ; Comité d'experts sur le financement, l'administration, la gestion et la gouvernance des commissions scolaires, 2014)

Les causes invoquées pour expliquer celle-ci restent de nature spéculative (facteurs environnementaux, phénomènes génétiques, naissances prématurées, disponibilité et raffinement des outils de diagnostic, effet de la formule de financement, etc.).

Le nombre et la proportion d'élèves HDAA intégrés en classe ordinaire sont également en croissance. Bien qu'elle reflète les orientations de la politique d'adaptation scolaire (MEQ, 1999), cette tendance est sujet à controverse, malgré les nouvelles balises adoptées en 2011 (MELS, 2011).

PROGRAMMES PARTICULIERS

Entre 2009-2010 et 2013-2014, la proportion des élèves inscrits à un programme particulier au secondaire est passée de 15,5 % à 18,0 % de l'effectif (MEES, 2016e, p. 46).

Au primaire, le nombre d'élèves inscrits dans un programme particulier est passé de 16 649 (2,9 % de l'effectif) à 26 162 (4,4 % de l'effectif), une croissance de 57,1 %

Les effets combinés de l'existence d'un réseau privé et de ces programmes particuliers sélectifs dans les écoles publiques, en parallèle au phénomène de l'intégration des EHDAA en classe ordinaire, contribuent à un déséquilibre dans la composition des groupes de ces classes (Marcotte-Fournier, Bourdon, Lessard et Dionne, 2016).

Cette réalité fait craindre à plusieurs observateurs l'émergence d'un système éducatif à trois vitesses : (1) le réseau privé, (2) les programmes particuliers ou enrichis de l'école publique et (3) le programme ordinaire de l'école publique

Populations vulnérables

ÉLÈVES ISSUS DE L'IMMIGRATION RÉCENTE

Ces élèves (cohortes 1998 et 1999) ont un taux de diplomation après sept ans inférieur à celui des élèves de 3e génération ou plus (respectivement 63,7 % et 69,1 %) (Mc Andrew, Ledent et Murdoch, 2011).

Ce taux cache toutefois des différences selon la (1) génération, (2) la langue et (3) la région d'origine.

1. Pour les élèves de 1re génération, ce taux est de 54,7 %, alors que pour les élèves de 2e génération, il est de 70,2 % (1,1 point de pourcentage plus élevé que celui des élèves de 3e génération ou plus).
2. Ceux qui ont le français comme langue maternelle ou langue d'usage présentent un taux de diplomation plus élevé (66,1 %) que ceux qui ont une autre langue comme langue maternelle ou langue d'usage (57,5 %).
3. Les élèves provenant de l'Asie de l'Est (75,3 %), de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (71,5 %), de l'Asie du Sud-Est (70,2 %) et de l'Europe de l'Est (70,0 %) présentent des taux de diplomation plus élevés que les élèves de 3e génération et plus, alors que les élèves provenant des Antilles et d'Afrique subsaharienne (54,4 %), de l'Amérique centrale et du Sud (52,2 %) et de l'Asie du Sud (39,2 %) présentent des taux de diplomation moins élevés.

ÉLÈVES AUTOCHTONES

Les élèves autochtones, du moins ceux des commissions scolaires Crie et Kativik, pour lesquelles des données sont disponibles, accusent davantage de retard scolaire et obtiennent dans une plus faible proportion un diplôme ou une qualification que les élèves du reste du Québec.

Ainsi, le taux de diplomation et de qualification après sept ans, pour la cohorte de 2008, était de 26,1 % pour la Commission scolaire Crie et de 18,0 % pour la Commission scolaire Kativik, alors qu'il était de 78,8 % pour l'ensemble du Québec (MEES, 2016d, p. 11 et 13).

Conclusion

Quelques constats

L'**effort financier québécois** est généralement **comparable** à ce qui s'observe à l'échelle canadienne, et il est légèrement supérieur à ce qui se fait dans les autres pays de l'OCDE.

Après plusieurs années de décroissance, l'**effectif scolaire** en FGJ **est à la hausse**.

La proportion d'**élèves inscrits dans le réseau privé** est **en croissance**, particulièrement au secondaire et en milieu urbain. Elle est nettement supérieure à celle observée ailleurs au Canada, et le financement de l'école privée au Québec fait l'objet d'un intense débat sans qu'un consensus clair se dégage.

Le **taux de diplomation est à la hausse** au Québec, mais...

- ...des disparités importantes persistent entre les hommes et les femmes, entre le réseau public et le réseau privé, entre les différentes régions et entre les écoles francophones et anglophones.
- ...plusieurs populations d'élèves restent vulnérables au décrochage (élèves autochtones, élèves avec un retard scolaire, élèves HDAA, certains élèves issus de l'immigration récente, élèves de milieux défavorisés).

Le Québec n'a pas à rougir de ses résultats: le taux d'obtention du diplôme, bien que tardif chez plusieurs, reste enviable, de même que les résultats des élèves québécois dans tous les domaines évalués dans le cadre du PISA.

Paradoxe entre le rendement élevé des élèves québécois aux épreuves du PISA et le taux de diplomation dans les délais prévus, qui reste faible.

Vers un nouveau cycle de politiques...

Plusieurs des politiques en éducation sont en fin de cycle, et plusieurs aspects de la FGJ sont appelés à connaître des changements importants.

À cet effet, la nouvelle *Politique de la réussite éducative* adoptée au début de l'été 2017 annonce trois chantiers, trois stratégies, quatre plans d'action et deux tables de concertations (ouf!), tout cela à un an des élections.

Or, comment, dans un nouveau cycle de politiques, concilier, d'un côté, une logique de démocratisation, bien ancrée dans l'ADN de notre système éducatif, et de l'autre, une logique de rendement et d'excellence qui, tout en répondant aux aspirations d'une partie de la population, laisse entrevoir certaines dérives?

Atelier 1 Portrait de l'éducation au Québec

